

RAPPORT ANNUEL

Exercice au 31 décembre 2021



OFI HIGH YIELD 2023

FCP Obligations et autres titres de créances
internationaux

Commercialisateur

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Société de Gestion

OFI ASSET MANAGEMENT - 22 rue Vernier - 75017 Paris

Dépositaire et Conservateur

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Gestion administrative et comptable

SOCIETE GENERALE - 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris

Sommaire

Rapport de Gestion

Comptes Annuels
au 31 décembre 2021

Rapport du Commissaire
aux Comptes

ORIENTATION DE GESTION

Objectif de gestion

Le Fonds OFI High Yield 2023 a pour objectif d'obtenir sur la durée de vie du Fonds soit 5 ans à échéance du 31 décembre 2023, une performance nette de frais annualisée minimum de 3% (objectif de coupon annuel) pour les parts IC et I C/D, une performance nette de frais annualisée minimum de 2.90% (objectif de coupon annuel) pour les parts RFC et de 2.85% (objectif de coupon annuel) pour les parts RFD et une performance nette de frais annualisée minimum de 2,50% (objectif de coupon annuel) pour les parts RC et de 2,45% (objectif de coupon annuel) pour les parts RD.

La stratégie du Fonds sera d'acquérir les titres sélectionnés et de les détenir jusqu'à leur maturité afin d'en percevoir les coupons distribués et leur remboursement final ou anticipé. Les titres acquis en portefeuille auront une échéance d'au plus 9 mois après le 31 décembre 2023.

Cet objectif est fondé sur la réalisation d'hypothèses de marché arrêtées par la Société de Gestion et ne constitue pas une promesse de rendement ou de performance du Fonds.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la performance indiquée dans l'objectif de gestion du Fonds tient compte de l'estimation du risque de défaut, du coût de la couverture du change et des frais de gestion de la Société de Gestion.

Indicateur de référence

Le Fonds ayant pour objectif d'obtenir sur la durée de placement recommandée une performance nette de frais annualisée minimum de 3% (objectif de coupon annuel) pour les parts IC et I C/D, une performance nette de frais annualisée minimum de 2.90% (objectif de coupon annuel) pour les parts RFC et de 2.85% (objectif de coupon annuel) pour les parts RFD et une performance nette de frais annualisée minimum de 2,50% (objectif de coupon annuel) pour les parts RC et de 2,45% (objectif de coupon annuel) pour les parts RD.

Il ne sera pas géré en fonction d'un indicateur de référence qui pourrait induire une mauvaise compréhension de la part de l'investisseur. Aucun indicateur de référence n'est donc défini.

Stratégie de gestion

La stratégie d'investissement du Fonds est une stratégie de portage qui consiste à investir dans des obligations et autres titres de créance et à les détenir jusqu'à maturité (« buy and hold »). La stratégie du Fonds sera d'acquérir les titres sélectionnés et de les détenir jusqu'à leur maturité afin d'en percevoir les coupons distribués et leur remboursement final ou anticipé. Les titres acquis en portefeuille auront une échéance d'au plus 9 mois après le 31 décembre 2023. Dans l'optique d'une dissolution du Fonds au 31/12/2023, les titres ayant une maturité résiduelle d'au plus 9 mois seront cédés.

Afin de réaliser son objectif, le Fonds investit en obligations et autres titres de créance, libellés en euro ou en devises, et émis par des entreprises publiques, des Etats, des organismes supranationaux ou privées de toute origine géographique. Accessoirement (10% de l'actif net), le Fonds pourra également investir dans les mêmes conditions en obligations convertibles.

Le gérant investira progressivement de manière active et discrétionnaire sur tout type de titres : titres spéculatifs (dits à haut rendement ou High Yield), Investment Grade, ou non notés, afin de saisir toutes les opportunités de marché. Les titres spéculatifs, plus risqués, présentent d'une manière générale des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Aussi, même si le Fonds a une stratégie initiale « Buy and hold », les gérants se laissent la possibilité de saisir des opportunités de marché en vendant /achetant des titres après la phase de constitution du portefeuille.

En tout état de cause, le Fonds ne pourra détenir plus de 10% de l'actif net de titres notés CCC.

La Société de Gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en œuvre sa propre analyse interne. En cas de dégradation de notation des titres en dessous de CCC+ (Standard & Poor's ou équivalent ou via une notation interne à la Société de Gestion), cette dernière décidera de céder ou non les titres en prenant en compte sa propre analyse, l'intérêt des porteurs et les conditions de marché.

Le Fonds cherche à optimiser le taux actuariel moyen du portefeuille à l'échéance du 31 décembre 2023 et sélectionner les émetteurs présentant la probabilité de défaut la moins importante au regard du rendement apporté et à l'analyse fondamentale des différents facteurs de risque inhérents à ceux-ci.

Le portefeuille du Fonds est construit autour d'une approche « bottom up » pour la sélection des titres (i.e. extraire la valeur relative d'une signature par rapport à une autre) et « top down » pour l'optimisation du portefeuille (i.e. degré d'exposition au marché High Yield - investissements spéculatifs plus risqués), allocation sectorielle ou par catégorie de notation.

Il n'y aura ni répartition sectorielle, ni taille de capitalisation des émetteurs prédéfinie dans la sélection des titres en portefeuille.

Le Fonds a vocation à investir en euro mais peut également acquérir des titres dans d'autres devises (USD, GBP, ...); le risque de change est alors systématiquement couvert.

La sensibilité globale du portefeuille aux taux d'intérêts sera comprise entre 0 et 5. Compte tenu de la stratégie du Fonds, la sensibilité du portefeuille déclinera avec le temps.

Compte tenu de la stratégie d'investissement mise en œuvre, le profil de risque du Fonds varie dans le temps. La réorientation de la stratégie au profit de titres de maturité 2023 intervenant le 10/08/2018, les actuels titres de maturité 2018 seront conservés jusqu'à cette date (sauf ceux arrivant à échéance préalablement) puis seront immédiatement remplacés par des titres de maturité 2023 qui seront achetés en fonction des conditions des marchés. Ceci aura pour conséquence et sur une très courte période de quelques jours un possible investissement en monétaire mais le Fonds continuera donc d'être exposé aux marchés pendant cette période transitoire. A l'issue de cette période de reconstruction du portefeuille, le Fonds sera totalement exposé aux différents facteurs de risque des obligations et, accessoirement, des obligations convertibles. Au fur et à mesure des remboursements des obligations et à l'approche de l'échéance du Fonds, le Fonds basculera sur une gestion en monétaire. Le Fonds connaîtra donc une variation importante de son profil de risque entre son lancement et son arrivée à terme.

L'exposition du Fonds aux obligations et obligations convertibles diminuera en raison de l'arrivée à échéance des titres. A l'approche de l'échéance du Fonds, Le Fonds sera géré en monétaire et en référence aux taux moyen du marché monétaire en Euro (Eonia capitalisé).

Le Fonds peut intervenir sur des contrats financiers, négociés sur des marchés réglementés et organisés français et étrangers et/ou de gré à gré, à des fins d'exposition et de couverture du risque de taux et à des fins de couverture du risque de change (futures) et du risque de crédit. Il pourra également prendre des positions sur des swaps et change à terme en vue de couvrir le risque de change. L'exposition du portefeuille sur ce type d'instruments n'a pas vocation à être supérieure à 100%; leur utilisation n'implique pas une surexposition du portefeuille du Fonds.

Par ailleurs, pendant la période de souscription et de constitution du portefeuille, le gérant se réserve la possibilité de rester investi en instruments du marché monétaire.

➤ [Réglementation SFDR – OPC Article 6](#)

- Code LEI : 969500ME0AEE77L46I81
- Manière dont les risques de durabilité sont intégrés dans les décisions d'investissement du produit : le Fonds ne promeut pas de caractéristique environnementale et/ou sociale particulière, ni ne poursuit un objectif spécifique de durabilité (environnemental et/ou social). Par ailleurs, les risques de durabilité ne sont pas systématiquement intégrés et ne constituent pas un élément central de la stratégie d'investissement.
- Taxonomie : les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Néanmoins, le Fonds applique les exclusions suivantes :

Une politique sur l'exclusion total du charbon thermique avant 2030, OFI Asset Management souhaitant participer à l'objectif de contention du réchauffement climatique en dessous des 2°C à l'horizon 2100 comme prévu par l'Accord de Paris et donc à la neutralité des émissions de GES en 2050, s'engage à l'arrêt total du financement du charbon au plus tard en 2030 sur toutes classes d'actifs et zones géographiques. https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique_investissement_sortie-du-charbon-thermique-avant-2030.pdf

Une politique sur le pétrole et le gaz, OFI Asset Management souhaite réduire progressivement ses investissements dans les entreprises d'extraction de gaz non conventionnel et de pétrole, jusqu'à une exclusion totale du pétrole avant 2050. https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique-investissement_petrole-et-gaz.pdf

Une politique sur le tabac, OFI Asset Management a adopté une politique de sortie de l'industrie du tabac en excluant de tous ses investissements les producteurs au 1^e euro du Chiffre d'Affaires.

Une position sur les armes controversées. Le Groupe met en application pour son propre compte et pour les OPC dont il assure la gestion active, les principes érigés par les conventions internationales pour l'interdiction des mines antipersonnel, des armes à sous munitions et des armes chimiques.

De plus, les sociétés qui contreviennent gravement ou de manière répétée à l'un ou plusieurs des dix principes du Pacte Mondial des Nations-Unies (UN Global Compact) sans apporter de réponse ou mesure de remédiation adaptée sont également exclues.

Les controverses susceptibles d'affecter la relation ou l'impact sur une des parties prenantes de l'émetteur sont suivies et analysées. Elles peuvent concerner : les clients, les investisseurs, les régulateurs, les fournisseurs, la société civile, les salariés, l'environnement de l'émetteur.

Ces controverses font l'objet d'une évaluation, en quatre niveaux, en fonction de leur sévérité, intensité et de leur dissémination (dans le temps et/ou l'espace).

Profil des risques

Le Fonds sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le Fonds est un OPCVM classé « Obligations et Autres Titres de Créances Internationaux ». L'investisseur est donc exposé aux risques ci-dessous, lesquels ne sont pas limitatifs.

Risque de perte en capital :

L'investisseur est averti que son capital peut ne pas lui être intégralement restitué en cas de mauvaise performance du Fonds, ce dernier ne bénéficiant d'aucune garantie ou protection du capital investi.

Risque de performance :

L'investisseur est averti que la performance du Fonds peut ne pas être conforme à ses objectifs, y compris sur la durée de placement recommandée. Le Fonds n'offre pas un rendement garanti.

Risque inhérent à la gestion discrétionnaire :

Le Fonds est investi en titres financiers sélectionnés discrétionnairement par la Société de Gestion. Il existe donc un risque que le Fonds ne soit pas investi sur les titres les plus performants.

Risque de taux d'intérêt :

En raison de sa composition, le Fonds peut être soumis à un risque de taux. Ce risque résulte du fait qu'en général le prix des titres de créances et des obligations baisse lorsque les taux augmentent. L'investisseur en obligations ou autres titres à revenu fixe peut enregistrer des performances négatives suite à des fluctuations du niveau des taux d'intérêt.

Risque de crédit :

Dans le cas d'une dégradation des émetteurs privés (par exemple de leur notation par les agences de notation financière), ou de leur défaillance la valeur des obligations privées peut baisser. La valeur liquidative du Fonds serait alors affectée par cette baisse.

Risque lié à la détention d'obligations convertibles :

Le Fonds est exposé aux obligations convertibles ; ces dernières peuvent faire apparaître une sensibilité action résiduelle et connaître de fortes variations liées à l'évolution des cours des actions sous-jacentes. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative du Fonds baissera en cas d'évolution défavorable.

Risque lié à l'investissement en titres spéculatifs (dits à haut rendement ou *High Yield*) :

Il s'agit du risque de crédit s'appliquant aux titres dits « Spéculatifs » qui présentent des probabilités de défaut plus élevées que celles des titres de la catégorie « Investment Grade ». Ils offrent en compensation des niveaux de rendement plus élevés mais peuvent, en cas de dégradation de la notation, diminuer significativement la valeur liquidative du Fonds. Les signatures non notées, qui seront sélectionnées, rentreront majoritairement de la même manière dans cette catégorie et pourront présenter des risques équivalents ou supérieurs du fait de leur caractère non noté.

Risque lié aux marchés émergents :

Les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales : l'information sur certaines valeurs peut être incomplète et leur liquidité plus réduite. L'évolution du cours de ces titres peut en conséquence varier très fortement et entraîner à la baisse la valeur liquidative.

Risque lié à l'investissement dans certains pays :

Le Fonds pourra être exposé à des émetteurs privés ou public de pays dont la dette souveraine est particulièrement risquée dans les conditions de marché prévalant à la date de lancement du Fonds : Espagne, Italie, Portugal.

Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par le Fonds d'instruments financiers à terme, de gré à gré. Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement le Fonds à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant conduire à un défaut de paiement qui fera baisser la valeur liquidative.

Risque de lié à la détention de petites et moyennes valeurs :

Du fait de son orientation de gestion, le Fonds peut être exposé à la dette des petites et moyennes capitalisations qui, compte tenu de leurs caractéristiques spécifiques peuvent présenter un risque de liquidité. En raison de l'étroitesse du marché, l'évolution de ces titres est plus marquée à la hausse comme à la baisse et peut engendrer une augmentation de la volatilité de la valeur liquidative.

Risque de durabilité :

Les risques de durabilité sont principalement liés aux événements climatiques résultant de changements liés au climat (appelés risques physiques), de la capacité de réponse des sociétés au changement climatique (appelés risques de transition) et pouvant résulter sur des pertes non anticipées affectant les investissements du FCP et ses performances financières. Les événements sociaux (inégalités, relations de travail, investissement dans le capital humain, prévention des accidents, changement dans le comportement des consommateurs etc.) ou les lacunes de gouvernance (violation récurrente et significative des accords internationaux, corruption, qualité et sécurité des produits et pratiques de vente) peuvent aussi se traduire en risques de durabilité.

De façon accessoire, l'investisseur peut être exposé aux risques suivants :

Risque actions :

Le Fonds est investi ou exposé sur un ou plusieurs marchés d'actions qui peuvent connaître de fortes variations, et sur des petites et moyennes capitalisations qui, compte tenu de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent présenter un risque de liquidité. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que les variations des cours des valeurs en portefeuille et/ou le risque de marché entraîneront une baisse significative de la valeur liquidative du Fonds.

Risque de change :

Bien que le portefeuille soit systématiquement couvert du risque de change par le gérant, une telle couverture étant par construction imparfaite, le Fonds reste exposé à un risque résiduel de change.

Le risque de change est le risque de variation des devises étrangères affectant la valeur des titres détenus par le Fonds. L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que la valeur liquidative du Fonds peut baisser du fait de l'évolution du cours de devises autres que l'euro.

METHODE CHOISIE PAR LA SOCIETE DE GESTION POUR MESURER LE RISQUE GLOBAL DE L'OPC

La méthode retenue pour le calcul du risque global est la méthode probabiliste.

Le risque global est calculé selon la méthode probabiliste avec une VaR absolue sur un horizon d'une semaine avec une probabilité de 95%. Cette VaR ne devra pas excéder 5% de l'actif net.

Le niveau de levier indicatif du Fonds, calculé comme la somme des nominaux des positions sur les instruments financiers à terme utilisés, est de 150%. Cependant, en fonction de la situation des marchés, le Fonds se réserve la possibilité d'atteindre un niveau de levier plus élevé.

INFORMATIONS RELATIVES A LA VAR

OFI HIGH YIELD 2023	VaR 5d 95% sur 2021
Moyenne	0,43%
Maximum	0,59%
Minimum	0,29%

CHANGEMENT(S) INTERVENU(S) AU COURS DE L'EXERCICE

Les changements intervenus au cours de l'exercice ont été les suivants :

- A compter du 1^{er} janvier 2021, les commissions de rachat acquises à l'OPCVM passent à 1% au lieu de 1,5%.
- A compter du 26 février 2021, le prospectus est conforme à la Réglementation SFDR.
- A compter du 1^{er} septembre 2021, l'investisseur a la faculté d'obtenir le remboursement de ses parts IC auprès d'OFI ASSET MANAGEMENT (au nominatif pur) ou de SOCIETE GENERALE (sur délégation de la Société de Gestion pour les parts IC au porteur et au nominatif administré) sur demande effectuée auprès du Dépositaire, chaque jour de valorisation jusqu'à 12H/midi. De même, le souscripteur a la faculté de souscrire sur demande auprès de Dépositaire, jusqu'à 12H/midi chaque jour de valorisation pendant la période de souscription (la période de souscription est néanmoins close depuis le 30 juin 2020).
- A compter du 22 novembre 2021, le prospectus est conforme à la Réglementation Taxonomie.

CHANGEMENT(S) A VENIR

Néant.

PROCEDURE DE CHOIX DES INTERMEDIAIRES

Le Groupe OFI a mis en place une procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires de marchés qui permet de sélectionner, pour chaque catégorie d'instruments financiers, les meilleurs intermédiaires de marchés et de veiller à la qualité d'exécution des ordres passés pour le compte de nos OPC sous gestion.

Les équipes de gestion peuvent transmettre leurs ordres directement aux intermédiaires de marchés sélectionnés ou passer par la table de négociation du Groupe OFI, la Société OIS.

Ce prestataire assure la réception transmission des ordres, suivie ou non d'exécution, aux intermédiaires de marchés sur les instruments financiers suivants : Titres de créance, Titres de capital, Parts ou Actions d'OPC, Contrats Financiers.

L'expertise de ce prestataire permet de séparer la sélection des instruments financiers (qui reste de la responsabilité de la Société de Gestion) de leur négociation tout en assurant la meilleure exécution des ordres.

Une évaluation multicritères est réalisée semestriellement par les équipes de gestion du Groupe OFI. Elle prend en considération, selon les cas, plusieurs ou tous les critères suivants :

- Le suivi de la volumétrie des opérations par intermédiaires de marchés ;
- L'analyse du risque de contrepartie et son évolution (une distinction est faite entre les intermédiaires « courtiers » et les « contreparties ») ;
- La nature de l'instrument financier, le prix d'exécution, le cas échéant le coût total, la rapidité d'exécution, la taille de l'ordre ;
- Les remontées des incidents opérationnels relevés par les gérants ou le Middle Office.

Au terme de cette évaluation, le Groupe OFI peut réduire les volumes d'ordres confiés à un intermédiaire de marché ou le retirer temporairement ou définitivement de sa liste de prestataires autorisés.

Cette évaluation pourra prendre appui sur un rapport d'analyse fourni par un prestataire indépendant.

La sélection des OPC s'appuie sur une triple analyse :

- Une analyse quantitative des supports sélectionnés ;
- Une analyse qualitative complémentaire ;
- Une Due Diligence qui a vocation à valider la possibilité d'intervenir sur un fonds donné et de fixer des limites d'investissements sur le fonds considéré et sur la société de gestion correspondante.

Un comité post-investissement se réunit tous les semestres pour passer en revue l'ensemble des autorisations données et les limites consommées.

Pour l'exécution sur certains instruments financiers, la Société de Gestion a recours à des accords de commission partagée (CCP ou CSA), aux termes desquels un nombre limité de prestataires de services d'investissement :

- Fournit le service d'exécution d'ordres ;
- Collecte des frais d'intermédiation au titre des services d'aide à la décision d'investissement ;
- Reverse ces frais à un tiers prestataire de ces services.

L'objectif recherché est d'utiliser dans la mesure du possible les meilleurs prestataires dans chaque spécialité (exécution d'ordres et aide à la décision d'investissement/désinvestissement).

FRAIS D'INTERMEDIATION

Vous trouverez sur le site Internet du Groupe OFI à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/info-reglementaire_politique-selection-execution.pdf toutes les mesures prises pour appréhender les nouvelles dispositions réglementaires liées à la MIF.

Est notamment présent le compte- rendu relatif aux frais d'intermédiation en application de l'article 314-82 du Règlement Général de l'AMF à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/info-reglementaire_CR-frais-intermediation.pdf

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La politique menée par la Société de Gestion en matière d'exercice des droits de vote qui est disponible à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique-engagement-actionnarial-et-de-vote_OFI-AM.pdf fait l'objet d'un rapport lui-même disponible sur le site Internet du Groupe OFI à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_rapport-de-vote.pdf

CRITERES ESG

La Société de Gestion met à la disposition de l'investisseur les informations sur les modalités de prise en compte, dans sa politique d'investissement, des critères relatifs au respect d'objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance sur son site Internet à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_politique-engagement.pdf

Le rapport d'engagement est lui-même disponible sur le site Internet du Groupe OFI à l'adresse suivante : https://www.ofi-am.fr/pdf/ISR_rapport-engagement.pdf

INFORMATIONS RELATIVES AUX REMUNERATIONS DE L'OPCVM

Dans le cadre de la mise en application de la Directive OPCVM V 2014/91/UE du 23 juillet 2014, la Société a mis en place une politique de rémunération dont les caractéristiques sont les suivantes :

1) Eléments qualitatifs

La politique de rémunération de la Société a été établie par le Comité Stratégique du Groupe OFI.

Le Comité Stratégique est composé de représentants des actionnaires de la Société. Il fixe la politique de rémunération et s'assure de sa mise en œuvre.

La politique de rémunération de la Société promeut une gestion saine et efficace du risque, aligne à la fois les intérêts des investisseurs, de la Société et des gérants OPC, et tend à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les commerciaux et les investisseurs. Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs et aux valeurs de la Société.

La rémunération fixe correspond à la rétribution normale du collaborateur pour la prestation attendue correspondant à sa qualification. La rémunération variable tient compte notamment du résultat de la Société, de ses besoins en fonds propres et de la qualité de la gestion et du service proposé aux investisseurs.

Personnel concerné par la politique de rémunération : toutes les personnes qui participent à la prise de risque au niveau des fonds ou de la Société : dirigeants, gérants, CIO, responsables des fonctions de contrôle, personnels assimilés par leur niveau de rémunération variable, commerciaux.

Appréciation de la performance et des risques : celle-ci est réalisée en fonction du personnel concerné.

La performance des gérants et responsables de gestion s'appuie sur des critères quantitatifs (classement de chaque fonds dans un univers témoin) et qualitatifs (réalisation d'objectifs, observation de la politique de gestion des risques, conformité avec les règlements internes ou externes, suivi des process de gestion, contribution des preneurs de risques aux risques opérationnels et notamment aux risques de durabilité pour les OPC dits article 8 ou 9 au titre du règlement SFDR).

Concernant les dirigeants, les critères retenus se rapportent à la performance globale de l'entreprise (évolution du bénéfice d'exploitation, réalisation d'objectifs stratégiques, image, notoriété...).

Pour les fonctions de contrôle, les critères retenus ont traités aux risques opérationnels, réglementaires et réputationnels.

Enfin, la performance des commerciaux est appréciée sur des critères classiques dès lors qu'ils ne provoquent pas de conflits d'intérêts avec les porteurs : collecte, évolution du chiffre d'affaire, taux de pénétration, réussites de campagne, nouveaux clients...

Enveloppe de rémunération variable : sur la base d'une enveloppe globale, une partie est attribuée aux preneurs de risques et le reste aux autres personnels concernés. La répartition est ensuite faite par les managers en tenant compte des facteurs d'appréciation décrits ci-dessus.

Modalités de versement et mesures d'ajustement de la rémunération :

Pour les personnes dont la rémunération variable est inférieure à 200k€ ou bien à 30% du salaire fixe, celle-ci est versée immédiatement et en totalité en cash.

Pour les autres, la part qui ne serait pas versée en numéraire est versée sous forme de provisions, permettant ainsi de réaliser l'alignement des risques entre les différentes parties, (OPC, gérants et preneurs de risques) : provisions indexées sur un panier déterminé ou un panier global.

Une part (60%) est versée immédiatement, dont 50% en cash et 10% en provisions indexées, les 40% restant étant versés sous forme de provisions, libérées par tranches égales au cours des trois années suivantes, sans période de rétention.

Cette allocation pourra faire l'objet de révision à la baisse en fonction de l'évolution des critères quantitatifs et qualitatifs au cours des années suivantes, selon une notion de malus.

La mise à jour de la politique de rémunération au titre de la Directive OPCVM V 2014/91/UE du 23 juillet 2014 a été validée par l'Autorité des Marchés Financiers le 20 juin 2017. Par ailleurs, la politique de rémunération de la Société a été mise en conformité avec le règlement SFDR en date du 10 mars 2021.

2) Eléments quantitatifs

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel :

Sur l'exercice 2020, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables) versées par OFI ASSET MANAGEMENT à l'ensemble de son personnel, soit **211 personnes (*)** bénéficiaires (CDI/CDD/DG) au 31 décembre 2020 s'est élevé à **24 912 500 euros**. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2020 : **18 265 000 euros, soit 73,33%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe ;
- Montant total des rémunérations variables versées par OFI ASSET MANAGEMENT sur l'exercice 2020 : **6 663 500 euros (**), soit 26,73%** du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice 2020.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables) versées sur l'exercice 2020, **4 293 000 euros** concernaient les « cadres dirigeants » (soit **14 personnes** au 31 décembre 2020), **10 176 000 euros** concernaient les « Gérants et Responsables de Gestion » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risques des fonds gérés (soit **69 personnes** au 31 décembre 2020).

(* Effectif présent au 31 décembre 2020)

(** Bonus 2020 versé en février 2021)

COMMENTAIRES DE GESTION

Contexte économique et financier année 2021

Nouveaux variants de Covid, inflation, tensions géopolitiques internationales, changement de ton de la Reserve Fédérale américaine. Tous ces facteurs anxiogènes qui ont marqué cette année 2021 n'ont pas entravé l'optimisme des investisseurs.

Au contraire, les principaux indices actions internationaux ont battu des records historiques, à commencer par l'indice CAC 40 qui a dépassé pour la première fois les 7000 points.

Cette belle année boursière 2021 s'explique en fait principalement par le rebond spectaculaire de l'activité économique qui a engendré un rétablissement très important des bénéfices des entreprises, particulièrement américaines et européennes. Le monde émergent, et notamment la Chine, ont quant à eux été confrontés à des problématiques différentes : difficulté à gérer la crise sanitaire, inflation très importante qui a fait chuter la plupart des monnaies émergentes, et pour ce qui concerne la Chine, une vague de mesures réglementaires qui ont troublé les investisseurs.

Le rétablissement de l'économie mondiale a donc été puissant, dû notamment à un effet de rattrapage compte tenu des retards de consommation et d'investissement qui avaient été pris en 2020. Mais il est également le fruit des politiques monétaires et budgétaires mises en place durant cette crise, qui ont permis aux Etats de se financer à des taux d'intérêt très faibles. Ils ont ainsi dégagé des capacités pour soutenir l'activité par des mesures d'aides aux ménages et aux entreprises, et également par des plans de relance et d'investissement. En fin de compte, le monde ressort de cette crise sanitaire encore plus endetté. Mais l'une des grandes différences avec la crise financière de 2008, c'est que ces déficits et ces endettements publics sont admis et tolérés, et que le chemin de la rigueur budgétaire ne sera pas suivi à court terme cette fois-ci. Au contraire, c'est la logique d'un endettement « d'investissement » qui semble avoir été choisie pour le moment.

La croissance mondiale est donc soutenue. Elle devrait ainsi avoisiner 6% en 2021. Aux Etats-Unis, elle devrait se situer autour de 5.5%. La Zone Euro s'inscrit également dans cette dynamique avec une croissance de l'ordre de 5%. A noter, dans ce contexte, le rebond significatif également de l'économie française dont la croissance pourrait dépasser 6.5%. Le cas de la Chine est plus particulier. Certes, la croissance s'inscrit en fort rebond de plus de 8% cette année, mais cette dynamique a été quelque peu enrayée par un double effet : une vague de mesures réglementaires, aux objectifs louables à long terme, mais qui ont troublé la visibilité à court terme et surtout pesé sur le secteur immobilier, secteur très important qui représente au total près de 30% du PIB du pays. La quasi-faillite de quelques grands promoteurs (le cas d'Evergrande est le plus connu) a ainsi pesé significativement. Et par ailleurs, la politique de « 0 Covid » a entraîné un certain nombre de reconfinements ponctuels dans plusieurs villes. L'économie du pays est donc en phase de décélération.

Notons toutefois, en toute fin de période, un léger ralentissement de cette dynamique de croissance mondiale, lié en partie à la résurgence d'un nouveau variant du virus Covid, mais aussi en raison de tensions sur les prix assez significatives. La rapidité et l'ampleur du rebond économique ont provoqué des pénuries dans certains segments de l'économie (semi-conducteurs notamment) ainsi qu'une forte hausse des matières premières. Les taux d'inflation ont ainsi rapidement remonté et atteint sur un an des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis très longtemps : l'indice des prix s'inscrit ainsi à près de 7% aux Etats-Unis en novembre. En Zone Euro également, l'inflation est proche de 5%.

Cette question de l'inflation devient ainsi un paramètre très important pour les marchés, qui commencent à douter : ce regain d'inflation est-il temporaire, comme le soulignent les Banques Centrales ? Il ne serait en effet dû qu'à des effets de rattrapage sur le prix des matières premières et à des goulots d'étranglement dans les chaînes de production, liés au phénomène de réouverture des économies. Ou alors, est-ce qu'une spirale plus pernicieuse s'enclenche avec une contagion sur les salaires, alors que des pénuries de main d'œuvre pèsent dans de nombreux secteurs ? Cette question de l'inflation devrait constituer l'un des thèmes majeurs pour l'année 2022.

Les marchés ont largement anticipé et accompagné cette reprise économique alors que les Banques Centrales ont continué à maintenir des politiques accommodantes, marquées par le maintien de taux d'intérêt très bas et des programmes d'achat de dettes. Les performances boursières s'avèrent de ce fait dans l'ensemble très positives sur cet exercice.

Dans ces conditions, et avec le soutien des Banques Centrales, les **rendements des obligations gouvernementales** sont restés globalement assez bas. Certes, les taux obligataires ont commencé à remonter à partir de la fin de l'année 2020 et la découverte des vaccins, les marchés ayant anticipé rapidement le rebond des économies. Les taux longs américains sont repartis ainsi assez rapidement à la hausse, d'un point bas de 0,50% au 3^{ème} trimestre 2020 jusqu'à plus de 1,8% durant la première partie de l'année 2021 avant de rebaisser quelque peu, en anticipation de la décélération de la dynamique de reprise économique. Ils s'établissent ainsi à près de 1.50% en fin de période sur le T Notes 10 ans. La Reserve Fédérale a maintenu les taux directeurs du marché monétaire dans la fourchette 0% / 0.25% pendant toute l'année mais a annoncé à partir de la rentrée un durcissement progressif à venir de sa politique monétaire : elle a commencé dès le mois de novembre à réduire son montant mensuel de 120 Mds de dollars d'achat de titres de 15 Mds de dollars dans un premier temps. Elle envisage ensuite dans un second temps de commencer à relever les taux de référence du marché monétaire, peut-être dès le premier trimestre 2022.

Le mouvement a été moins spectaculaire en Zone Euro car les taux directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) étaient déjà en territoire négatif avant la crise. Le rendement du Bund allemand a remonté depuis ses plus bas, mais modérément, passant de - 0.60% au plus bas à -0.25% en fin de période. Au sein de la Zone Euro, les taux sont également restés stables, notamment en France dont les obligations à 10 ans ont maintenu un écart de 30 à 40 points de base (bps) avec l'Allemagne. La performance de l'indice des obligations gouvernementales de la Zone Euro (EuroMTS global) s'inscrit en baisse de 3.5% sur la période.

Sur le crédit, l'écartement des spreads, évoqué durant la période de crise, a été complètement résorbé. Les performances sont, de ce fait, meilleures que sur les obligations gouvernementales. Le segment Investment Grade (IG) baisse de 0.97% en Europe. L'indice obligations High Yield (HY) progresse de 3.37% en Europe et de 5.34% en Dollar aux Etats-Unis.

Le parcours des obligations émergentes est plus contrasté car certains pays ont très mal géré la crise sanitaire, souvent par manque de moyens logistiques et de technicité, si bien que des monnaies émergentes, pour la plupart, sont restées assez faibles. La seule exception notable concerne la devise chinoise, le RMB, qui a progressé de 2.7% contre le Dollar. L'indice des obligations émergentes libellées en devises fortes s'inscrit en baisse de 2.05% en Dollar, celui de l'indice de dettes émises en monnaies locales est en baisse de 9.7% en Dollar.

Concernant les devises, l'euro a baissé vis-à-vis du dollar, dans des mouvements de marchés globalement assez peu volatils, passant de 1,22 à près de 1,13 en fin de période, soit un recul de près de 7%. La monnaie américaine s'est reprise sur des anticipations de remontée des taux directeurs US. Le RMB, la devise chinoise, a été très solide dans ce contexte troublé et a reflété la bonne résilience de l'économie chinoise : elle a progressé de près de 2.7% contre le Dollar. Les devises émergentes sont restées dans l'ensemble assez faibles et reculent globalement. En Europe, la Livre a progressé de plus de 6.3% contre l'Euro sur l'exercice, la question du Brexit n'ayant pas trop pesé.

Les marchés actions ont été particulièrement peu volatils compte tenu de cette situation d'ensemble assez atypique et les performances sont impressionnantes. Elles s'expliquent par la persistance de taux d'intérêt très faibles, mais aussi par le rétablissement spectaculaire des bénéfices des entreprises dans ce contexte de réaccélération économique. Les actions internationales ont ainsi progressé de 31% en Euros, l'indice S&P 500 des actions américaines a gagné 28,7% en Dollar et l'indice Eurostoxx 24.06%. C'est particulièrement remarquable sur les valeurs technologiques, notamment américaines : le secteur a gagné 33.35% aux Etats-Unis sur la période. Les petites et moyennes capitalisations ont sous-performé aux Etats-Unis, avec un gain de 14.82% de l'indice Russel 2000.

Les actions émergentes ont sensiblement sous-performé : le contexte sanitaire plus compliqué, des taux d'inflation plus importants et des Banques Centrales moins puissantes pour soutenir les gouvernements sont les facteurs principaux d'explication. La performance de l'indice des actions émergentes s'établit ainsi à -2.5% en Dollar. De même, les actions chinoises ont nettement sous-performé, particulièrement à partir de la vague de régulation, décidée par les autorités politiques, et qui a commencé par affecter les valeurs technologiques à partir du printemps. Les actions chinoises cotées sur les Bourses chinoises reculent de 3.5% en monnaie locale et celles cotées à Hong Kong de 11.83%.

A noter, dans ce contexte de regain de confiance, la baisse de l'once d'or qui recule de près de 3.64% en Dollar.

Gestion

Performance :

	OFI High Yield 2023					
	Part IC	Part C/D	Part RC	Part RD	Par RFC	Part RFD
VL au 31/12/2020	99,95€	97,29€	98,75€	92,09€	99,58€	92,22€
VL au 31/12/2021	104,02€	99,75€	102,26€	92,09€	103,53€	155,72€
Performance (*) coupons inclus)	4,07%	4,07% (*)	3,55%	3,50% (*)	3,97%	74,90% (*)

Aucun indicateur de référence n'est défini.

L'actif net du portefeuille s'élève à 202 250 204,95 euros au 31/12/2021 contre 204 838 597,88 euros au 31/12/2020.

Commentaire de gestion :

OFI High Yield 2023 affiche une valeur liquidative (parts IC) de 104,02 euros au 31 décembre 2021 contre 99,95 euros au 31 décembre 2020, portant ainsi la performance annuelle à +4,07%. La bonne performance du Fonds sur l'année est le reflet du fort rebond des high beta à faible duration. Le Fonds a particulièrement bénéficié du rebond des compagnies aériennes (Air France), de la distribution (Casino), ou des sociétés de service et loisirs (Edreams) auxquelles il est exposé et qui avaient particulièrement baissé en 2020.

En contrepartie, le Fonds a fait face à de nombreux rachats obligataires (19 sur l'année), ce qui a amoindri sa diversification émetteurs et a pénalisé sa capacité à réinvestir le cash sur des termes satisfaisants.

Sur l'exercice, OFI HIGH YIELD 2023 n'a pas utilisé d'instrument financiers à terme, ni n'est intervenu sur des dérivés de crédits (i.e. : Itraxx Crossover).

Après une progression linéaire lors des 9 premiers mois de l'année (+4,3% au 16 septembre), le marché High Yield (HY) a consolidé ses gains sur les 3 derniers mois de 2021, pénalisé par l'émergence du variant Omicron mais également par une inflation en forte hausse ayant pour conséquence le début de normalisation des politiques monétaires, les Banques Centrales ayant finalement acté en fin d'année le côté durable de l'inflation.

Le marché High Yield termine cependant l'année 2021 sur un ton très largement positif. L'appétit pour le risque a confirmé son grand retour tant en Europe qu'aux Etats-Unis, entraînant une forte recherche de rendement et de compression des spreads. Côté émetteurs, les entreprises High Yield vont bien : leurs ratios de crédit se sont améliorés et sont désormais revenus au niveau pré-crise, la liquidité des sociétés est globalement forte après une année ponctuée de nombreux exercices d'allongement de leur passif, et les perspectives sont bonnes, avec des carnets de commandes au plus haut.

La performance annuelle du marché HY européen hors financières, à +3,49%, se décompose comme suit : (i) les BBs, à +2,18%, et les hybrides, à +1,57%, sous-performent nettement les high beta, du fait notamment de craintes sur l'inflation et la remontée des taux à venir ; alors que (ii) les Bs (+4,71%) et les CCCs (+9,14%) affichent d'excellentes performances, les entreprises ayant bénéficié à la fois d'une forte croissance organique et d'un refinancement de leur dette. D'un point de vue sectoriel, les secteurs jouant la réouverture des économies ont très bien performé – les loisirs finissant à +5,9%, la distribution à +5,8%, les services à +5,6% ou encore les transports à +5,4% - alors que les secteurs plus défensifs, qui avaient moins souffert en 2020, ont sous-performé (l'immobilier finit à -0,8%, les télécoms à +1,5% ou encore les services publics à +1.9%).

Le marché primaire a connu une nouvelle année record en 2021, avec plus de 120Mds€ émis. Par comparaison, l'année 2020 avait déjà établi un record d'émission, à 80Mds€. Le niveau exceptionnellement élevé en 2021 est lié aux conditions macroéconomiques très favorables, combinant forte croissance économique et politique monétaire accommodante. Dans ce contexte, le marché high yield s'est ouvert à de nombreux nouveaux émetteurs, et a permis aux émetteurs historiques d'étendre significativement leurs maturités.

Côté demande, l'appétit pour la classe d'actifs s'est poursuivi en 2021 après une année de collecte historique en 2020. La collecte finit ainsi en hausse de 12,5Mds\$ en Europe sur l'année. Le bilan de la collecte est plus contrasté aux Etats-Unis, qui finissent à -6Mds\$. Alors que les investisseurs européens sont restés sensibles au rendement positif proposé, le marché US a davantage souffert du risque de hausse des taux.

Les principaux mouvements intervenus sur l'exercice ont été les suivants :

	Nominal	Instrument Reference	Net Amount
Rappels par l'émetteur			
BAUSCH HEALTH COS 4.500 2023_05	-3 460 000	XS1205619288	-3 474 273
IPD 3 BV 4.500 2022_07	-3 300 000	XS1577954149	-3 391 163
MAXEDA DIY 6.125 2022_07	-2 950 000	XS1648303813	-3 029 805
LSF10 WOLVERINE INVEST 5.000 2024_03	-2 733 160	XS1791484394	-703 560
VZ VENDOR FINANCING 2.500 2024_01	-2 620 000	XS2074558227	-2 664 758
CEMEX FIN 4.625 2024_06	-2 379 216	XS1433214449	-1 128 910
GAMENET GROUP EUR3M+512.5 2023_04	-2 202 667	XS1877354677	-2 205 175
OCI 5.000 2023_04	-2 100 000	XS1713465687	-2 203 250
AUTODIS 4.375 2022_05	-2 000 000	XS1517169899	-2 018 472
VOTORANTIM CIMENTOS INTL 3.500 2022_07	-1 500 000	XS1232126810	-1 612 290
DIGI COMM 5.000 2023_10	-1 400 000	XS1405770576	-1 456 583
AXALTA COATING SYSTEMS 4.250 2024_08	-1 300 000	XS1468538035	-1 342 972
SARENS FIN 5.875 2022_02	-1 000 000	BE6275588760	-1 004 733
AUTODIS EUR3M+437.5 2022_05	-1 016 114	XS1517169972	-1 016 114
Ventes			
VIVION INVESTMENTS 3.000 2024_08	-3 400 000	XS2031925840	-3 470 036
ITALMATCH CHEMICALS EUR3M+475 2024_09	-3 450 000	XS1883354976	-3 372 894
PEMEX 3.750 2024_02	-3 100 000	XS1568874983	-3 230 082
LSF9 BALTA ISSUER 7.750 2022_09	-2 244 510	XS1265917481	-2 342 455
GRP ECORE HOLD EUR3M+625 2023_11	-2 000 000	XS1910293643	-2 030 000
BALL 0.875 2024_03	-2 000 000	XS2080317832	-2 007 661
STELLANTIS 3.375 2023_07	-1 500 000	XS2178832379	-1 591 249
Achats			
KEDRION 3.000 2022_07	4 500 000	XS1645687416	4 666 347
HANESBRANDS FIN LUX 3.500 2024_06	4 000 000	XS1419661118	4 309 888
NASSA TOPCO 2.875 2024_04	4 000 000	XS1589980330	4 177 154
LAGARDERE 2.750 2023_04	4 000 000	FR0013153160	4 110 316
AIR FRANCE KLM 3.750 2022_10	4 000 000	FR0013212958	4 084 014
SM MTH AUTO GRP 1.800 2024_07	4 000 000	XS1635870923	4 056 195
ZF EUROPE FINANCE BV 1.250 2023_10	4 000 000	XS2010040124	4 044 781
DEUTSCHE LUFTHANSA 2.000 2024_07	4 000 000	XS2363244513	4 007 701
ILIAD 0.750 2024_02	4 000 000	FR0014001YE4	3 966 345
ROLLS ROYCE 0.875 2024_05	4 000 000	XS1819575066	3 942 864
ADIANT GLOBAL HLDG 3.500 2024_08	3 500 000	XS1468662801	3 654 951
TECHNIPFMC 3.150 2023_10	3 000 000	FR0011593300	3 187 816
ORANO 4.875 2024_09	2 400 000	FR0010804500	2 801 795
LAGARDERE 1.625 2024_06	2 500 000	FR0013262912	2 542 466
EDREAMS ODIGEO 5.500 2023_09	2 500 000	XS1879565791	2 481 368
CARNIVAL 1.875 2022_11	2 500 000	XS1317305198	2 442 946
INTL CONSOLIDATED AIRLINE 0.500 2023_07	2 500 000	XS2020580945	2 355 841
ADLER PELZER HOLDING 4.125 2024_04	2 000 000	XS1533914591	1 943 973
GRUPO ANTOLIN IRAUSA 3.250 2024_04	1 700 000	XS1598243142	1 687 536
PEACH PROPERTY FINANCE 3.500 2023_02	1 500 000	XS2010038060	1 554 187
MATTERHORN TELECOM 2.625 2024_09	1 500 000	XS2052286676	1 531 703
SOFTBANK CORP 2.125 2024_07	1 500 000	XS2361253862	1 498 950
SAIPEM FIN INTL 3.750 2023_09	1 300 000	XS1487495316	1 408 222
INTER GAME TECH 3.500 2024_07	1 300 000	XS1844997970	1 386 688
NIDDA HEALTHCARE HLDG 3.500 2024_09	1 200 000	XS1690644668	1 207 297
COTY 4.000 2023_04	1 000 000	XS1801786275	1 015 905
DEUTSCHE LUFTHANSA 1.625 2023_11	1 000 000	XS2408458227	1 000 000

INFORMATIONS RELATIVES A L'ESMA

1) Opérations de cessions ou d'acquisitions temporaires de titres (pensions livrées, prêts et emprunts)

Cette information est traitée dans la section « informations relatives à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation ».

2) Les contrats financiers (dérivés OTC)

Change : Pas de position au 31/12/2021
Taux : Pas de position au 31/12/2021
Crédit : Pas de position au 31/12/2021
Actions – CFD : Pas de position au 31/12/2021
Commodities : Pas de position au 31/12/2021

INFORMATIONS RELATIVES A LA TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2021, le Fonds OFI HIGH YIELD 2023 n'a réalisé ni opération de financement sur titres, ni contrat d'échange sur rendement global.

Bilan au 31 décembre 2021 (en euros)

BILAN ACTIF

	31/12/2021	31/12/2020
Immobilisations nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	202 201 117,24	204 746 946,58
Actions et valeurs assimilées	-	-
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	200 034 958,07	196 824 370,44
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	200 034 958,07	196 824 370,44
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	-	-
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Autres titres de créances	-	-
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Organismes de placement collectif	2 166 159,17	7 922 576,14
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	2 166 159,17	7 922 576,14
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés	-	-
Titres financiers empruntés	-	-
Titres financiers donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	8 750,00	126 718,75
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	8 750,00	126 718,75
Comptes financiers	133 277,41	61 311,97
Liquidités	133 277,41	61 311,97
Total de l'actif	202 343 144,65	204 934 977,30

Bilan au 31 décembre 2021 (en euros)

BILAN PASSIF

	31/12/2021	31/12/2020
Capitaux propres		
Capital	192 084 288,30	205 538 268,97
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	-	-
Report à nouveau (a)	269,28	109,17
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a, b)	2 254 316,14	-7 430 396,45
Résultat de l'exercice (a, b)	7 911 331,23	6 730 616,19
Total des capitaux propres	202 250 204,95	204 838 597,88
(= Montant représentatif de l'actif net)		
Instruments financiers	-	-
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Contrats financiers	-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Autres opérations	-	-
Dettes	92 939,70	96 379,42
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	92 939,70	96 379,42
Comptes financiers	-	-
Concours bancaires courants	-	-
Emprunts	-	-
Total du passif	202 343 144,65	204 934 977,30

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors bilan (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés	-	-
Engagements de gré à gré	-	-
Autres engagements	-	-

Compte de résultat (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	-	3 517,75
Produits sur actions et valeurs assimilées	-	-
Produits sur obligations et valeurs assimilées	9 314 854,19	7 946 240,01
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Produits sur contrats financiers	-	-
Autres produits financiers	-	-
Total (I)	9 314 854,19	7 949 757,76
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	-	-
Charges sur contrats financiers	-	-
Charges sur dettes financières	2 613,86	36 922,69
Autres charges financières	-	-
Total (II)	2 613,86	36 922,69
Résultat sur opérations financières (I - II)	9 312 240,33	7 912 835,07
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	1 149 679,25	1 111 808,81
Résultat net de l'exercice (L. 214-17-1) (I - II + III - IV)	8 162 561,08	6 801 026,26
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-112 123,36	53 814,82
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	139 106,49	124 224,89
Résultat (I - II + III - IV +/- V - VI)	7 911 331,23	6 730 616,19

ANNEXE

EVENEMENT INTERVENU AU COURS DE L'EXERCICE

Le fonds comporte six catégories de parts supportant pour certaines des frais de gestion différents : des parts IC, des parts I C/D, des parts RC, des parts RD, des parts RFC et des parts RFD. La performance de ces six catégories devrait être très étroitement corrélée. Or, la performance de la catégorie de parts RFD et des autres catégories, corrigées des différences de frais de gestion, a divergé de 71 % au cours de l'exercice.

Cette divergence résulte des rompus provenant d'un rachat représentant 99,98 % de l'actif des parts RFD exécuté sur la valeur liquidative du 27 septembre 2021. Cette situation impacte positivement la performance de la part RFD car son actif net résiduel après rachat est très faible. L'incidence est cependant très faible en valeur (environ 63 €) et n'affecte aucunement l'actif net du fonds ni la valeur liquidative des autres catégories de parts.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'OPC s'est conformé aux règles comptables prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-01 modifié, relatif au plan comptable des OPC à capital variable.

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée à la Covid-19.

Les règles d'évaluation sont fixées, sous sa responsabilité, par la société de gestion.

La devise de la comptabilité du fonds est l'euro.

La valeur liquidative est calculée chaque jour de bourse ouvré non férié et est datée de ce même jour (Bourse de Paris).

Les comptes relatifs au portefeuille-titres sont tenus par référence au coût historique : les entrées (achats ou souscriptions) et les sorties (ventes ou remboursements) sont comptabilisées sur la base du prix d'acquisition, frais exclus.

Toute sortie génère une plus-value ou une moins-value de cession ou de remboursement et éventuellement une prime de remboursement.

Les coupons courus sur TCN sont pris au jour de la date de valeur liquidative.

L'OPC valorise son portefeuille-titres à la valeur actuelle, valeur résultant de la valeur de marché ou à défaut d'existence de marché, de méthodes financières. La différence valeur d'entrée – valeur actuelle génère une plus ou moins-value qui sera enregistrée en « différence d'estimation du portefeuille ».

Description des méthodes de valorisation des postes du bilan et des opérations à terme ferme et conditionnelles

Instrument financiers

Titres de capital

Les titres de capital admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sur la base des cours de clôture.

Titres de créances

Les titres de créance admis à la négociation sur un marché réglementé ou assimilé sont valorisés sur la base des cours de clôture. Les titres sont valorisés au "mid".

Instrument du marché monétaire

- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie à l'émission, à l'acquisition ou résiduelle est inférieure à trois mois sont évalués selon une méthode linéaire jusqu'à l'échéance au taux d'émission ou d'acquisition ou au dernier taux retenu pour leur évaluation au taux du marché.
- Les titres de créances négociables (TCN) dont la durée de vie résiduelle est supérieure à trois mois, sont évalués aux taux du marché à l'heure de publication des taux du marché interbancaire.

Valeurs mobilières non cotées

Les valeurs mobilières non cotées sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

OPC

Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue le jour effectif du calcul de la valeur liquidative.

Contrats financiers (autrement dénommés « instruments financiers à terme ») au sens de l'article L.211-1,III, du Code monétaire et financier

Contrats financiers négociés sur un marché réglementé ou assimilé

Les instruments financiers à terme, fermes ou conditionnels, négociés sur les marchés réglementés ou assimilés européens, sont évalués au cours de compensation, ou à défaut sur la base du cours de clôture.

Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé (i.e. négociés de gré à gré)

- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et faisant l'objet d'une compensation sont valorisés au cours de compensation.
- *Contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé et non compensés*
Les contrats financiers non négociés sur un marché réglementé ou assimilé, et ne faisant pas l'objet d'une compensation, sont valorisés en mark-to-model ou en mark-to-market à l'aide des prix fournis par les contreparties. Les Credit Default Swaps sont valorisées "mark to market", sur la base du cours de clôture en tenant compte de la durée de vie résiduelle de l'instrument financier.

Acquisitions et cessions temporaires de titres

Non applicable

Dépôts

Les dépôts sont évalués à leur valeur d'inventaire.

Devises

Les devises au comptant sont valorisées avec les cours publiés quotidiennement sur les bases de données financières utilisées par la société de gestion.

Description des engagements hors-bilan

Les contrats à terme ferme figurent au hors-bilan pour leur valeur de marché, valeur égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multipliée par le nombre de contrats multipliée par le nominal et éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent de l'option (quantité x quotité x cours du sous-jacent x delta éventuellement traduit en devise de comptabilité du fonds).

Les Credit Default Swaps figurent au hors-bilan pour leur valeur nominale.

Description de la méthode suivie pour la comptabilisation des revenus des valeurs à revenus fixes

Le résultat est calculé à partir des coupons encaissés. Les coupons courus au jour des évaluations constituent un élément de la différence d'évaluation.

Option retenue en matière de comptabilisation des frais

Le FCP a opté pour la comptabilisation frais exclus.

Description de la méthode de calcul des frais de gestion fixes

Les frais de gestion sont imputés directement au compte de résultat de l'OPC, lors du calcul de chaque valeur liquidative. Le taux maximum appliqué sur la base de l'actif net, tout OPC inclus, ne peut être supérieur à :

- 0,50% TTC pour les parts IC et I C/D
- 1,00% TTC pour les parts RC
- 1,05% TTC pour les parts RD
- 0,60% TTC pour les parts RFC
- 0,65% TTC pour les parts RFD

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPC, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter des commissions de mouvement facturées à l'OPC ;

Affectation des sommes distribuables

Sommes distribuables afférentes au résultat net :

Pour les parts de IC – RC – RFC

La capitalisation pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Pour les parts de I C/D

La société de gestion décide chaque année de l'affectation du résultat net. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Pour les parts de RD – RFD

La distribution pure : les sommes distribuables afférentes au résultat net sont intégralement distribuées, aux arrondis près. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Sommes distribuables afférentes aux plus-values réalisées de toutes les catégories de parts:

La société de gestion décide chaque année de l'affectation des plus-values réalisées. La société de gestion peut décider le versement d'acomptes exceptionnels.

Evolution de l'actif net de l'OPC (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
Actif net en début d'exercice	204 838 597,88	206 430 798,06
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	-	17 813 244,54
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-8 149 784,07	-11 968 314,73
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 385 277,56	1 851 238,59
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-1 057 746,16	-10 663 296,05
Plus-values réalisées sur contrats financiers	-	1 579 383,55
Moins-values réalisées sur contrats financiers	-	-
Frais de transaction	-34 843,78	-59 832,06
Différences de change	0,48	-0,58
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-2 516 705,56	118 965,43
Différence d'estimation exercice N	2 749 735,70	
Différence d'estimation exercice N - 1	5 266 441,26	
Variation de la différence d'estimation des contrats financiers	-	-2 931 503,30
Différence d'estimation exercice N	-	
Différence d'estimation exercice N - 1	-	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-2 238 045,99	-4 008 886,94
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	8 162 561,08	6 801 026,26
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-139 106,49	-124 224,89
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	202 250 204,95	204 838 597,88

Répartition par nature juridique ou économique

Désignation des valeurs	Montant	%
Actif		
Obligations et valeurs assimilées	200 034 958,07	98,90
Obligations Indexées	-	-
Obligations Convertibles	-	-
Titres Participatifs	-	-
Autres Obligations	200 034 958,07	98,90
Titres de créances	-	-
Les titres négociables à court terme	-	-
Les titres négociables à moyen terme	-	-
Passif		
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-
Titres de créances	-	-
Autres	-	-
Hors-bilan		
Taux	-	-
Actions	-	-
Crédit	-	-
Autres	-	-

Répartition par nature de taux

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	190 683 740,23	94,28	6 540 554,51	3,23	2 810 663,33	1,39	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	133 277,41	0,07
Passif								
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par nature de taux (suite)

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
Hors-bilan								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par maturité résiduelle

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
Actif										
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	16 918 567,39	8,37	183 116 390,68	90,54	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	133 277,41	0,07	-	-	-	-	-	-	-	-
Passif										
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan										
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Répartition par devise

	USD	%		%		%		%
Actif								
Dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-	-	-	-	-
OPC	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	6,82	0,00	-	-	-	-	-	-

Répartition par devise (suite)

	USD	%		%		%		%
Passif								
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Hors-bilan								
Opérations de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-	-	-	-

Débiteurs et créditeurs divers

	31/12/2021
Créances	
Coupons à recevoir	8 750,00
Total créances	8 750,00
Dettes	
Provision pour frais de gestion fixes à payer	-91 711,68
Provision commission de mouvement	-1 228,02
Total dettes	-92 939,70
Total	-84 189,70

Souscriptions rachats

Catégorie de parts I C/D	
Parts émises	-
Parts rachetées	-
Catégorie de parts IC	
Parts émises	-
Parts rachetées	35 449,7307
Catégorie de parts RFC	
Parts émises	-
Parts rachetées	6 698,7033
Catégorie de parts RFD	
Parts émises	-
Parts rachetées	8 232,1465
Catégorie de parts RC	
Parts émises	-
Parts rachetées	25 929,0850

Souscriptions rachats (suite)

Catégorie de parts RD	
Parts émises	-
Parts rachetées	5 686,0000

Commissions

Catégorie de parts I C/D	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts IC	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	36 282,95
Catégorie de parts RFC	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	6 791,95
Catégorie de parts RFD	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	0,00
Catégorie de parts RC	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	33 979,79
Catégorie de parts RD	
Montant des commissions de souscription acquises	0,00
Montant des commissions de rachat acquises	5 266,31

Frais de gestion

Catégorie de parts I C/D	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts IC	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,50
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RFC	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,60
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RFD	
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,65
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

Frais de gestion (suite)

Catégorie de parts RC	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-
Catégorie de parts RD	
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,05
Commission de performance (frais variables)	-
Rétrocession de frais de gestion	-

Engagements reçus et donnés

Description des garanties reçues par l'OPC avec notamment mention des garanties de capital
Néant
Autres engagements reçus et / ou donnés
Néant

Autres informations

Code	Nom	Quantité	Cours	Valeur actuelle (en euros)
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire				
Néant				
Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie				
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan				
Néant				
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine				
Néant				
Instruments financiers détenus en portefeuille émis par les entités liées à la société de gestion (fonds) ou au(x) gestionnaire(s) financier(s) (SICAV) et OPC à capital variable gérés par ces entités				
FR0000008997	OFI RS LIQUIDITES	500,9028	4 324,51	2 166 159,17

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire
Catégorie de parts RFD	06/05/2021	8 891,80	1,08	-	-
	13/08/2021	7 492,16	0,91	-	-
	16/11/2021	1,00	1,00	-	-
Total acomptes		16 384,96	2,99	-	-
Catégorie de parts RD	06/05/2021	47 711,95	0,99	-	-
	13/08/2021	38 874,47	0,82	-	-
	16/11/2021	36 135,11	0,80	-	-
Total acomptes		122 721,53	2,61	-	-

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice

	Date	Montant total	Montant unitaire
Total acomptes		-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
Catégorie de parts I C/D		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	6 103 601,07	5 041 919,22
Total	6 103 601,07	5 041 919,22
Affectation		
Distribution	2 279 010,37	2 203 043,36
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	3 824 590,70	2 838 875,86
Total	6 103 601,07	5 041 919,22
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1 519 340,2495	1 519 340,2495
Distribution unitaire	1,50	1,45
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts IC		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	862 194,13	820 269,20
Total	862 194,13	820 269,20

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	862 194,13	820 269,20
Total	862 194,13	820 269,20
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts RFC		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	263 444,26	235 399,68
Total	263 444,26	235 399,68
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	263 444,26	235 399,68
Total	263 444,26	235 399,68
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts RFD		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,01	68,09
Résultat	1,40	5 629,31
Total	1,41	5 697,40
Affectation		
Distribution	1,41	5 680,87
Report à nouveau de l'exercice	-	16,53
Capitalisation	-	-
Total	1,41	5 697,40
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1,0000	8 233,1465
Distribution unitaire	1,41	0,69
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat (en euros) (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Catégorie de parts RC		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	652 842,33	597 797,76
Total	652 842,33	597 797,76
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	652 842,33	597 797,76
Total	652 842,33	597 797,76
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-
Catégorie de parts RD		
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	269,27	41,08
Résultat	29 248,04	29 601,02
Total	29 517,31	29 642,10
Affectation		
Distribution	29 506,73	29 338,28
Report à nouveau de l'exercice	10,58	303,82
Capitalisation	-	-
Total	29 517,31	29 642,10
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	44 039,8916	49 725,8916
Distribution unitaire	0,67	0,59
Crédits d'impôt attaché à la distribution du résultat	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020
Catégorie de parts I C/D		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1 688 507,98	-5 357 252,85
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	1 688 507,98	-5 357 252,85
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	1 688 507,98	-
Capitalisation	-	-5 357 252,85
Total	1 688 507,98	-5 357 252,85
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1 519 340,2495	1 519 340,2495
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts IC		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	238 686,80	-875 711,83
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	238 686,80	-875 711,83
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	238 686,80	-
Capitalisation	-	-875 711,83
Total	238 686,80	-875 711,83
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	206 195,9883	241 645,7190
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RFC		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	74 773,73	-258 541,75
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	74 773,73	-258 541,75
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	74 773,73	-
Capitalisation	-	-258 541,75
Total	74 773,73	-258 541,75

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	64 863,5955	71 562,2988
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RFD		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1,13	-28 089,02
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	1,13	-28 089,02
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	1,13	-
Capitalisation	-	-28 089,02
Total	1,13	-28 089,02
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	1,0000	8 233,1465
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RC		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	206 130,67	-741 346,96
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	206 130,67	-741 346,96
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	206 130,67	-
Capitalisation	-	-741 346,96
Total	206 130,67	-741 346,96
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	180 638,4694	206 567,5544
Distribution unitaire	-	-
Catégorie de parts RD		
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	46 215,83	-169 454,04
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	46 215,83	-169 454,04

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes (en euros) (suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	46 215,83	-
Capitalisation	-	-169 454,04
Total	46 215,83	-169 454,04
Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	44 039,8916	49 725,8916
Distribution unitaire	-	-

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros)

	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	29/12/2017
Actif net					
en EUR	202 250 204,95	204 838 597,88	206 430 798,06	136 527 702,99	119 037 635,47
Nombre de titres					
Catégorie de parts I C/D	1 519 340,2495	1 519 340,2495	1 414 209,2495	1 312 737,7501	1 183 135,8325
Catégorie de parts IC	206 195,9883	241 645,7190	234 812,2025	27 335,6096	-
Catégorie de parts RFC	64 863,5955	71 562,2988	79 539,1907	1 799,2784	-
Catégorie de parts RFD	1,0000	8 233,1465	8 233,1465	1,0000	-
Catégorie de parts RC	180 638,4694	206 567,5544	251 851,0815	107 799,0959	-
Catégorie de parts RD	44 039,8916	49 725,8916	41 544,9121	1,0000	-
Valeur liquidative unitaire					
Catégorie de parts I C/D en EUR	99,75	97,29	101,92	94,20	100,61
Catégorie de parts IC en EUR	104,02	99,95	101,82	94,11 ⁽¹⁾	-(2)
Catégorie de parts RFC en EUR	103,53	99,58	101,54	93,95 ⁽³⁾	-
Catégorie de parts RFD en EUR	155,72	92,22	97,23	93,84 ⁽⁴⁾	-
Catégorie de parts RC en EUR	102,26	98,75	101,09	93,90 ⁽⁵⁾	-
Catégorie de parts RD en EUR	92,09	92,09	97,07	93,75 ⁽⁶⁾	-
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts I C/D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts IC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFD en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RD en EUR	-	-	-	-	-

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices (en euros) (suite)

	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	29/12/2017
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes)					
Catégorie de parts I C/D en EUR	1,50	1,45	2,82	-	-
Catégorie de parts IC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFD en EUR	4,40	3,06	3,55	1,09	-
Catégorie de parts RC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RD en EUR	3,28	2,69	3,05	1,06	-
Crédit d'impôt unitaire transféré au porteur (personnes physiques)					
Catégorie de parts I C/D en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts IC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RFD en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RC en EUR	-	-	-	-	-
Catégorie de parts RD en EUR	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire					
Catégorie de parts I C/D en EUR	2,51	-1,65	-3,61	-2,09	3,34
Catégorie de parts IC en EUR	4,18	-0,22	-0,79	-0,28	-
Catégorie de parts RFC en EUR	4,06	-0,32	-0,89	-0,66	-
Catégorie de parts RFD en EUR	-	-3,41	-4,30	-1,80	-
Catégorie de parts RC en EUR	3,61	-0,69	-1,28	-0,71	-
Catégorie de parts RD en EUR	-	-3,40	-4,30	-1,86	-

(1) La catégorie de parts IC a été créée le 28/08/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(2) La catégorie de parts C a été supprimée le 23/06/2017.

(3) La catégorie de parts RFC a été créée le 13/08/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(4) La catégorie de parts RFD a été créée le 13/08/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(5) La catégorie de parts RC a été créée le 13/08/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

(6) La catégorie de parts RD a été créée le 13/08/2018 avec une valeur nominale de EUR 100,00.

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2021

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Dépôts			-	-
Instruments financiers				
Actions et valeurs assimilées			-	-
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Obligations et valeurs assimilées			200 034 958,07	98,90
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé			200 034 958,07	98,90
ADIENT GLOBAL HOLDINGS 3.5% 15/08/2024	EUR	3 500 000,00	3 585 769,02	1,77
AIR FRANCE KLM 3.75% 12/10/2022	EUR	4 000 000,00	4 080 120,55	2,02
AREVA 4.875% 23/09/2024	EUR	2 400 000,00	2 691 736,44	1,33
ASR MEDIA AND SPONSOR 5.125% 01/08/2024	EUR	3 150 000,00	2 947 760,64	1,46
BALL CORP 0.875% 15/03/2024	EUR	2 000 000,00	2 008 545,03	0,99
BRF SA 2.75% 03/06/2022	EUR	1 500 000,00	1 530 897,95	0,76
CARNIVAL CORP 1.875% 07/11/2022	EUR	4 000 000,00	3 951 117,81	1,95
CASINO GUICARD PERRACHO 3.311 25/01/2023	EUR	1 000 000,00	1 047 985,86	0,52
CASINO GUICHARD PERRACHON SA VAR 07/03/2024	EUR	3 400 000,00	3 550 754,51	1,76
COMPAGNIE PLASTIC-OMNIUM 1.25% 26/06/2024	EUR	1 900 000,00	1 937 953,15	0,96
COTY INC 4.00% 15/04/2023	EUR	4 000 000,00	4 045 911,11	2,00
CROWN EURO HOLDINGS SA 2.625% 30/09/2024	EUR	1 550 000,00	1 618 438,96	0,80
DEUTSCHE LUFTHANSA AG 1.625% 16/11/2023	EUR	1 000 000,00	999 781,51	0,49
DEUTSCHE LUFTHANSA AG 2% 14/07/2024	EUR	4 000 000,00	4 012 136,99	1,98
DKT FINANCE 7% 17/06/2023	EUR	2 950 000,00	2 998 101,39	1,48
DOMETIC GROUP AB 3% 13/09/2023	EUR	1 800 000,00	1 887 457,81	0,93
EASYJET PLC 1.75% 09/02/2023	EUR	3 100 000,00	3 192 609,32	1,58
EDREAMS ODIGEO SA 5.5% 01/09/2023	EUR	4 000 000,00	4 051 166,67	2,00
EG GLOBAL FINANCE PLC 3.625% 07/02/2024	EUR	3 200 000,00	3 194 348,89	1,58
FAIT CHRYSLER AUTOMOBILE 3.375% 07/07/2023	EUR	1 000 000,00	1 059 036,30	0,52
FIAT CHRYSLER AUTOMOBILE 3.750% 29/03/2024	EUR	1 800 000,00	1 994 345,75	0,99
FNAC DARTY SA 1.875% 30/05/2024	EUR	2 350 000,00	2 369 436,46	1,17
FORD MOTOR CREDIT CO LLC VAR 07/12/2022	EUR	3 000 000,00	2 989 800,00	1,48
FORTUNE STAR BVI LTD 4.35% 06/05/2023	EUR	2 009 000,00	2 002 788,84	0,99
GENERAL MOTORS FINL CO 2.20% 01/04/2024	EUR	2 000 000,00	2 126 712,33	1,05
HANESBRANDS FINANCE LUX 3.50% 15/06/2024	EUR	4 000 000,00	4 202 188,89	2,08
HP PELZER HOLDING GMBH 4.125% 01/04/2024	EUR	3 500 000,00	3 299 296,88	1,63
ILIAD 0.75% 11/02/2024	EUR	4 000 000,00	3 993 276,71	1,97
INTERNATIONAL GAME TECH 3.5% 15/07/2024	EUR	4 000 000,00	4 256 522,22	2,10
INTL CONSOLIDATED AIRLIN 0.5% 04/07/2023	EUR	4 000 000,00	3 864 082,19	1,91
JAGUAR LAND ROVER AUTOMO 2.2% 15/01/2024	EUR	4 000 000,00	4 008 511,11	1,98
K S AG 3.25% 18/07/2024	EUR	1 900 000,00	2 000 580,27	0,99
KAEFER ISOLIERTTECHNIK 5.5% 10/01/2024	EUR	1 950 000,00	2 017 827,50	1,00
KEDRION SPA 3% 12/07/2022	EUR	2 779 000,00	2 828 926,83	1,40
KRAFT HEINZ FOODS CO 1.5% 24/05/2024	EUR	2 310 000,00	2 392 112,59	1,18
LA FINAC ATALIAN SA 4% 15/05/2024	EUR	4 000 000,00	3 949 377,78	1,95
LAGARDERE 2.75% 13/04/2023	EUR	1 500 000,00	1 567 411,64	0,77
LAGARDERE SCA 1.625% 21/06/2024	EUR	2 500 000,00	2 569 426,37	1,27

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2021 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
LEONARDO SPA 1.5% 07/06/2024	EUR	1 400 000,00	1 431 879,73	0,71
LHMC FINCO SARL 6.25% 20/12/2023	EUR	2 900 000,00	2 498 130,87	1,24
LIMACORPORATE SPA FRN 15/08/2023	EUR	2 800 000,00	2 810 663,33	1,39
LKQ ITALIA BONDCO SPA 3.875% 01/04/2024	EUR	1 200 000,00	1 287 612,50	0,64
LOXAM SAS 4.25% 15/04/2024	EUR	3 800 000,00	3 902 795,28	1,93
MASARIA INVESTMENTS SAU 5.00% 15/09/2024	EUR	3 300 000,00	3 336 593,33	1,65
MATTERHORN TELECOM SA 2.625% 15/09/2024	EUR	3 900 000,00	3 971 946,88	1,96
NASSA TOPCO AS 2.875% 06/04/2024	EUR	4 000 000,00	4 100 386,11	2,03
NIDDA HEALTHCARE HOLDING 3.5% 30/09/2024	EUR	4 000 000,00	4 034 555,56	1,99
NORDEX SE 6.5% 01/02/2023	EUR	1 550 000,00	1 605 218,75	0,79
PEACH PROPERTY FINANCE 3.5% 15/02/2023	EUR	3 500 000,00	3 536 519,89	1,75
PLATIN 1426 GMBH 5.375% 15/06/2023	EUR	3 300 000,00	3 305 401,46	1,63
PRESTIGEBIDCO GMBH 6.25% 15/12/2023	EUR	1 200 000,00	1 205 758,33	0,60
PRYSMIAN SPA 2.5% 11/04/2022	EUR	1 500 000,00	1 535 634,25	0,76
QUATRIM 5.875% 15/01/2024	EUR	1 025 000,00	1 060 871,44	0,52
RALLYE SA 4.371% 23/01/2023DEFAULTED	EUR	4 300 000,00	924 500,00	0,46
RENAULT SA 1% 18/04/2024	EUR	3 800 000,00	3 820 332,60	1,89
ROLLS ROYCE PLC 0.875% 09/05/2024	EUR	4 000 000,00	3 972 613,70	1,96
SAIPEM FINANCE INTERNATIONAL BV 3.75% 08/09/2023	EUR	4 000 000,00	4 176 093,15	2,06
SAMVARDHANA MOTHERSON AU 1.8% 06/07/2024	EUR	4 000 000,00	3 990 800,00	1,97
SCHMANN SPA 7% 31/7/2023	EUR	1 500 000,00	1 062 645,83	0,53
SENVION HOLDING GMBH 0% 25/10/2022	EUR	2 300 000,00	2 070,00	0,00
SGL CARBON SE 4.625% 30/09/2024	EUR	2 950 000,00	3 024 860,35	1,50
SIG COMBIBLOC PURCHASER 1.875% 18/06/2023	EUR	2 000 000,00	2 052 016,67	1,01
SOFTBANK GROUP CORP 2.125% 06/07/2024	EUR	1 500 000,00	1 497 014,27	0,74
SOFTBANK GROUP CORP 4.00% 20/04/2023	EUR	2 650 000,00	2 728 763,89	1,35
SPIE SA 3.125% 22/03/2024	EUR	2 100 000,00	2 241 030,82	1,11
TECHNIPFMC PLC 3.15% 18/10/2023	EUR	3 000 000,00	3 135 394,52	1,55
TELECOM ITALIA SPA 3.625% 19/01/2024	EUR	3 730 000,00	4 003 260,82	1,98
TEREOS FINANCE GROUPE I 4.125% 16/06/2023	EUR	4 000 000,00	4 142 915,07	2,05
TEVA PHARM FNC NL II 1.25% 31/03/2023	EUR	4 000 000,00	4 019 019,18	1,99
THYSSENKRUPP AG 1.875% 06/03/2023	EUR	1 730 000,00	1 780 717,44	0,88
THYSSENKRUPP AG 2.875% 22/02/2024	EUR	2 310 000,00	2 431 252,85	1,20
TIM SPA 4% 11/04/2024	EUR	500 000,00	538 634,93	0,27
ZF EUROPE FINANCE BV 1.25% 23/10/2023	EUR	4 000 000,00	4 042 800,00	2,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances			-	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Titres de créances négociables			-	-
Autres titres de créances			-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Organismes de placement collectif			2 166 159,17	1,07
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			2 166 159,17	1,07
OFI RS LIQUIDITES	EUR	500,9028	2 166 159,17	1,07

Inventaire du portefeuille au 31 décembre 2021 (suite)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur boursière	% Actif Net
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne			-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés			-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés			-	-
Autres organismes non européens			-	-
Opérations temporaires sur titres financiers			-	-
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension			-	-
Créances représentatives de titres financiers prêtés			-	-
Titres financiers empruntés			-	-
Titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension			-	-
Dettes représentatives de titres financiers empruntés			-	-
Autres opérations temporaires			-	-
Opérations de cession sur instruments financiers			-	-
Contrats financiers			-	-
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé			-	-
Autres opérations			-	-
Autres instruments financiers			-	-
Créances			8 750,00	0,00
Dettes			-92 939,70	-0,05
Comptes financiers			133 277,41	0,07
ACTIF NET			202 250 204,95	100,00



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2021**

OFI HIGH YIELD 2023
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
OFI ASSET MANAGEMENT
22, rue Vernier
75017 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement OFI HIGH YIELD 2023 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant la divergence de la performance de la catégorie de parts RFD.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé

Les titres financiers du portefeuille émis par des sociétés à risque de crédit élevé dont la notation est basse ou inexistante sont valorisés selon les méthodes décrites dans la note de l'annexe relative aux règles et méthodes comptables. Ces instruments financiers sont valorisés à partir de cours cotés ou contribués par des prestataires de services financiers. Nous avons pris connaissance du fonctionnement des procédures d'alimentation des cours et nous avons testé la cohérence des cours avec une base de données externe. Sur la base des éléments ayant conduit à la détermination des valorisations retenues, nous avons procédé à l'appréciation de l'approche mise en œuvre par la société de gestion.

2. Autres instruments financiers du portefeuille :

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2022.03.30 17:49:30 +0200

